

RICA 2006

SITUATION FINANCIÈRE ET DISPARITÉ DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DES EXPLOITATIONS

Résumé

En 2006, les exploitations couvertes par le Réseau d'information comptable agricole (RICA) enregistrent une hausse de 15,1 % en valeur réelle du résultat courant avant impôts, qui fait suite à une baisse de 9,3 % de 2005. Les prix sont en vive progression pour nombre de produits. La hausse des charges est contenue. Grandes cultures et arboriculture se rétablissent, après plusieurs mauvaises campagnes.

Source micro-économique, le Réseau d'information comptable agricole (*voir l'encadré*) permet d'appréhender, avec un décalage d'un an, la situation économique et financière des exploitations agricoles dans toute leur diversité. Les données recueillies par le RICA se situent dans un cadre méthodologique et conceptuel différent de celui des comptes macroéconomiques, national ou par OTEX, dont elles complètent le diagnostic.

1 – Une situation qui s'améliore en 2006

En 2006, les exploitations professionnelles couvertes par le Réseau d'information comptable agricole (RICA) ont enregistré une hausse de 17,7 % du résultat courant avant impôts, qui compense largement la baisse de 7,6 % de 2005. En valeur réelle¹, la hausse est de 15,1 %. Le RCAI s'élève ainsi en 2006 à 32 700 euros en moyenne par exploitation.

La production globale (133 000 euros) augmente de 4,4 %. Pourtant, les rendements et les récoltes ont été médiocres sur la plupart des cultures, les conditions climatiques n'ayant guère été favorables (hiver long et coups de chaleur en début d'été). De même, en terme de quantité, les productions animales sont plutôt en recul. Mais les prix sont à peu près partout bien orientés. Les ventes de l'année progressent de 1,8 %. La valeur des stocks augmente sensiblement.

Les charges d'approvisionnement, qui augmentent légèrement (+ 2,5 %), s'élèvent à 45 100 euros en moyenne. Plusieurs postes de charges sont en hausse, l'énergie en premier lieu. L'augmentation reste cependant modérée, comparée à celle de 2005. La consommation de fioul a baissé et le prix d'achat n'a crû que de 7 %. Les charges en engrais et aliments du bétail

connaissent des augmentations modestes. Les autres charges d'exploitation progressent au même rythme que les approvisionnements. Les charges de personnel se stabilisent, mais le recours à l'entreprise continue à croître. Les amortissements augmentent nettement en 2006. Les charges financières continuent leur reflux.

Avec la mise en place du nouveau régime de primes, le montant total des subventions d'exploitation (29 500 euros) progresse de près de 8 %. Cependant une partie de cette augmentation correspond à un double compte. Des reliquats de primes animales dues au titre de 2005, versés tardivement en 2006, non provisionnés sur l'exercice comptable 2005, ont été enregistrées en 2006, comme la prime unique de 2006. Comme le RCAI augmente, le ratio subventions d'exploitation sur résultat courant avant impôts baisse. Toutes exploitations confondues, il s'établit encore en moyenne à 90 %.

La capacité d'autofinancement augmente de près de 11 % en moyenne. Les prélèvements privés, solde des retraits et des apports effectués par l'exploitant, ont connu une progression modérée, de sorte que l'autofinancement augmente de près de 19 %. Le stock de dettes (124 400 euros) diminue en valeur réelle.

¹ Les évolutions du RCAI sont exprimées en valeur réelle à l'aide de l'indice du prix du produit intérieur brut (+ 2,27 % entre 2005 et 2006). Les autres évolutions sont sauf mention contraire exprimées en valeur courante.

Le RICA

Le Réseau d'information comptable agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables auprès de 82 000 exploitations agricoles. Réalisée dans l'ensemble des 25 États membres selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture. Cet échantillon représente quelque 4 millions d'exploitations, qui constituent 96 % du potentiel économique de l'agriculture européenne. En France, l'échantillon total enquêté en 2006 regroupe 7 375 exploitations. L'échantillon provisoire traité pour cette présentation comprend 7 176 exploitations. Le champ couvert correspond à 346 200 exploitations « professionnelles » d'au moins 12 hectares-équivalent-blé. Les évolutions du RICA sont exprimées en valeur réelle à l'aide de l'indice du prix du produit intérieur brut (+ 2,27 % entre 2005 et 2006). Les autres évolutions sont sauf mention contraire exprimées en valeur courante.

Méthodes de collecte et concepts

Le RICA consiste en un recueil annuel d'informations **comptables** et extra-comptables auprès des exploitations sélectionnées dans l'échantillon. Quand l'exploitation dispose d'une comptabilité, celle-ci est harmonisée selon les règles du RICA et donc soumise à des retraitements (recours aux amortissements linéaires, inscription de toutes les terres en propriété au bilan, réévaluation annuelle du bilan, par exemple) puis complétée par des données extra-comptables (temps de travail, surfaces, nombre d'animaux, etc.). Une comptabilité RICA est établie spécifiquement s'il n'en existe pas (exploitation au forfait non soumise à la tenue d'une comptabilité). Le travail est en général confié à des centres de gestion et de comptabilité spécialisés, centres d'économie rurale du réseau CER France, divers autres centres comptables, experts-comptables, et de façon marginale, écoles d'agriculture, centres de recherche et agents de l'administration.

Comme il s'agit d'informations individuelles, on peut reconstituer des ensembles répondant à différents critères, en fonction des objectifs d'étude poursuivis. Les résultats individuels sont étendus à l'ensemble du champ en utilisant un système de **pondération** obtenu à partir des recensements ou enquêtes Structures (l'enquête structure 2005 pour l'exercice comptable 2006). Le calcul des poids repose sur un système de strates croisant trois critères : OTEX - région - taille.

Les concepts centraux du RICA sont ceux de la comptabilité d'entreprise, définis par le Plan comptable agricole, lui-même adapté du Plan comptable général, et non ceux des comptes macroéconomiques. Toutefois, un rapprochement important des concepts et des principes d'évaluation a été opéré lors de l'établissement de la nouvelle base 1995 des comptes macroéconomiques agricoles, et notamment des comptes par OTEX. Ainsi, sans lui être identique, le **résultat courant avant impôt (RCAI)**, indicateur central du RICA, se rapproche du **revenu net d'entreprise agricole**.

Le traitement des **subventions** est maintenant très proche. Comme les comptes macroéconomiques, mais sans inclure les subventions liées aux produits dans la valeur de la production, le RICA classe en subventions d'exploitation les aides prévues ou revalorisées par la réforme de la Politique agricole commune (PAC) de 1993 : aides compensatrices aux cultures de céréales, oléagineux, protéagineux, aides au gel des terres, à la jachère industrielle, primes aux bovins mâles, primes au maintien du troupeau de vaches allaitantes, etc. Il enregistre aussi sous ce poste l'indemnité spéciale montagne, la prime à l'herbe, etc. Il classe en subventions d'investissement des aides comme la dotation aux jeunes agriculteurs. Les subventions d'exploitation sont en principe rattachées à l'exercice ouvrant le droit, dès lors qu'elles sont connues et certaines. Si le montant de la créance n'a pas pu être estimé à la clôture de l'exercice, les subventions sont enregistrées lors de l'encaissement sur l'exercice suivant.

Les principales divergences avec les comptes macroéconomiques concernent maintenant les règles d'évaluation des immobilisations (animaux reproducteurs...), celles des stocks (animaux circulants, engrais...), et le traitement des primes et indemnités d'assurance. S'agissant des **stocks**, les comptes macroéconomiques de l'agriculture retracent la variation des volumes, mais pas des prix. La valeur des stocks de produits est mesurée à un prix moyen de l'année. Au contraire, dans le RICA, la valeur des stocks est évaluée au cours du jour. La variation des stocks intègre donc les variations de prix, qui peuvent être très importantes et conduire à des évaluations différentes de celles des comptes.

Les chiffres relatifs à 2006 sont tirés de l'échantillon « complet ». Les comparaisons inter annuelles sont réalisées sur un échantillon « constant » (constitué d'exploitations présentes à la fois en 2005 et 2006) et exprimées, sauf exception, en valeur courante. Les données présentées ici sont des valeurs moyennes par exploitation.

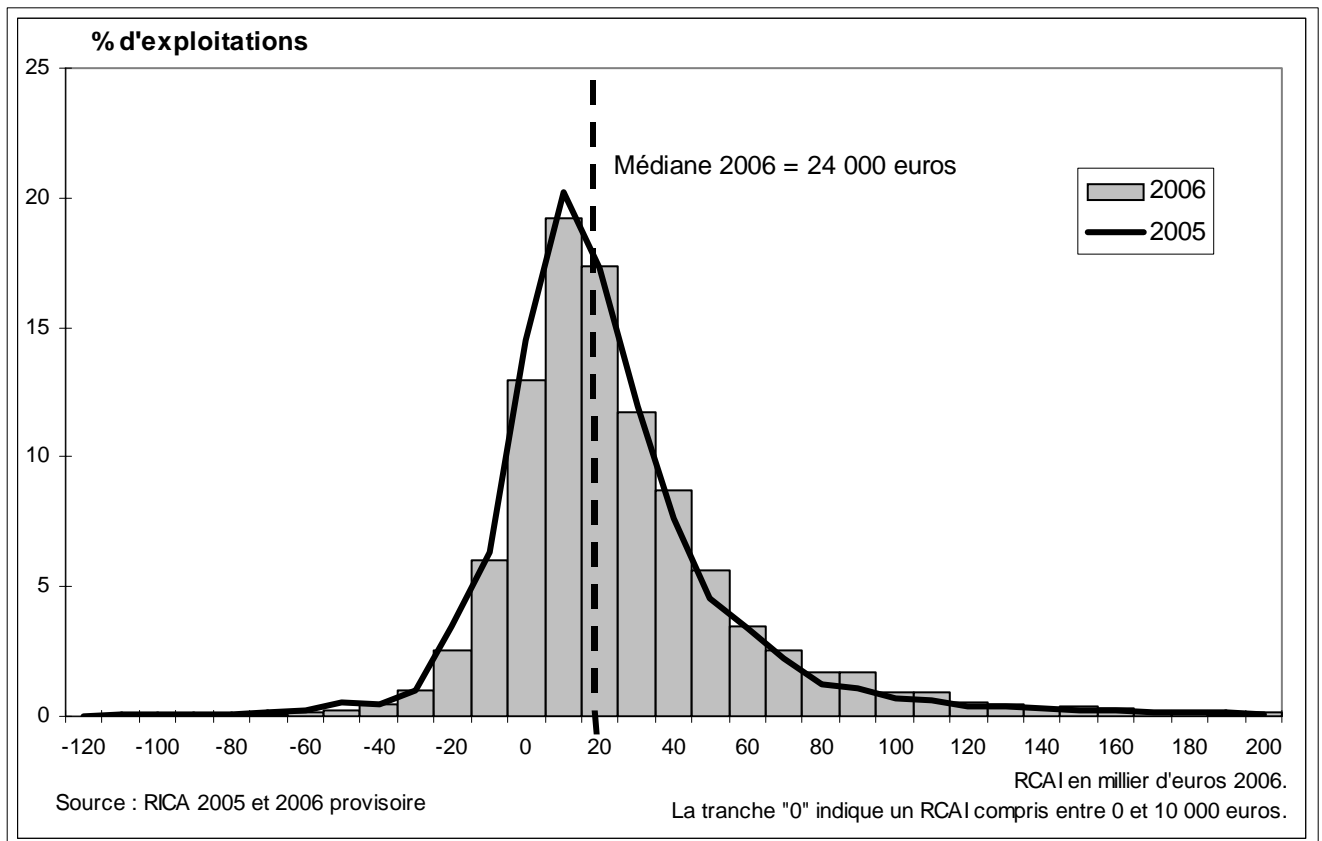
L'amélioration du résultat courant avant impôts est quasi générale, profitant à presque toutes les orientations. Mais elle fait suite à une détérioration également assez prononcée en 2005. Le rebond en grandes cultures, autre viticulture et arboriculture fruitière doit être ainsi nuancé. Globalement, le hors-sol continue à se redresser, mais la conjoncture de l'élevage porcin et de l'aviculture n'obéissent pas aux mêmes rythmes et déterminants.

Si les résultats d'ensemble, et dans la plupart des orientations sont bons, les situations individuelles montrent un panorama nettement plus nuancé. Sans doute y a-t-il plus d'exploitations qui améliorent leur revenu en valeur réelle (200 000) que d'exploitations qui reculent (150 000), mais le

sentiment d'amélioration est donc loin d'être ressenti par tous. La perte de revenu dépasse 10 000 euros pour près de 70 000 exploitants. Aux mouvements d'ensemble des rendements et des prix se superposent les conditions particulières des exploitations, une météorologie plus ou moins favorable, des difficultés dans la conduite des cultures, des épidémies, des frais imprévus, des investissements porteurs d'avenir, mais qu'il faut amortir, etc.

Les résultats 2006 dessinent également, comme chaque année, une population très hétérogène. La médiane n'atteint que 23 900 euros : la moitié des exploitations dégagent un résultat inférieur. Près de 37 000 exploitations (soit 11 % de l'ensemble) ont un résultat négatif.

Graphique 1 : Distribution du RCAI en 2005 et 2006



2 – Des prix plus rémunérateurs en grandes cultures et arboriculture

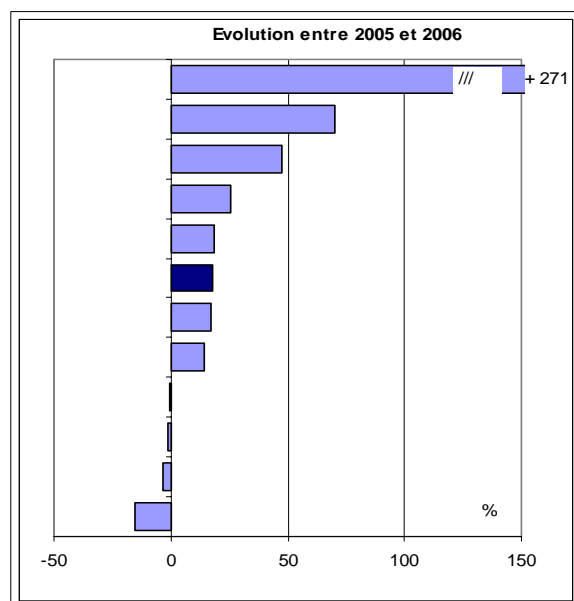
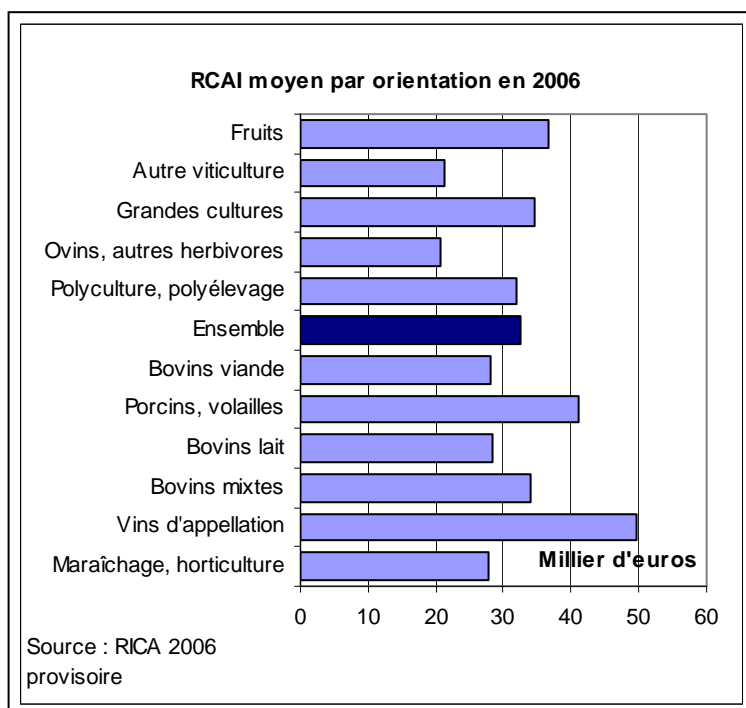
En 2006, le résultat courant avant impôts est globalement en hausse, et la plupart des orientations bénéficient de l'embellie. Bovins lait, viticulture d'appellation et surtout maraîchage, horticulture font exception.

Après une dégradation continue plusieurs années, les grandes cultures entament un rétablissement. Le résultat courant avant impôts augmente de 48 % en valeur courante pour atteindre 34 600 euros en moyenne. La production en valeur augmente de 10 %. Pourtant, les récoltes de l'année 2006 sont peu abondantes, plus médiocres encore que l'année précédente. Les rendements des céréales à paille sont en baisse légère (blé : 69 q/ha, soit - 3 %). Le colza est très décevant (29 q/ha, soit - 19 %), la forte hausse des surfaces ne suffit pas à compenser la baisse des rendements. En revanche, du côté des prix, ce ne sont que bonnes nouvelles pour les producteurs. Le prix de vente du blé s'envole de 17 % et atteint en moyenne près de 11 €/t. Le colza gagne 18 % et le tournesol reste à un haut niveau. La pomme de terre s'envole. Les charges d'approvisionnement augmentent peu (+ 1 %). Les charges d'énergie et d'engrais augmentent, mais des économies sont faites sur les semences et les phytosanitaires.

Après deux chutes du résultat en 2004 et 2005, la situation des exploitations spécialisées en arboriculture fruitière redevient plus saine. Le RCAI fait mieux que tripler pour s'élever à 37 100 euros en moyenne. Les rendements sont proches de ceux de 2005. Les prix connaissent de belles progressions, à la faveur d'une forte demande estivale (pêche : + 34 %) et de bons débouchés à l'exportation pour la pomme de table (+ 23 %). Les charges d'exploitation baissent très légèrement. Les charges de personnel, qui constituent le plus gros poste (54 700 euros en moyenne par exploitation), sont en augmentation modérée en 2006. La capacité d'autofinancement est en vive hausse et les producteurs n'ayant pas trop augmenté leurs prélèvements privés, l'autofinancement quadruple.

Le résultat des exploitations spécialisées en autre viticulture apparaît en redressement sensible. Pourtant le marasme continue dans le vignoble méditerranéen. Le RCAI des exploitations du Languedoc-Roussillon et de Provence reste négatif. En revanche, le vignoble de Poitou-Charentes affiche de remarquables résultats. Tiré par une vive demande à l'exportation, notamment des Etats-Unis, les prix du vin et surtout du cognac ont beaucoup augmenté.

Graphique 2 : Retour à la normale du RCAI en arboriculture fruitière



Les exploitations spécialisées en viticulture d'appellation ont connu, ces dernières années, des résultats très fluctuants d'un exercice à l'autre. En 2006, comme en 2005, leur RCAI enregistre encore une baisse (- 5 %), tout en demeurant à un niveau relativement élevé avec 49 300 euros en moyenne. Là aussi, ces résultats moyens ne reflètent pas suffisamment les forts contrastes qui existent actuellement entre les différentes régions viticoles françaises. Ainsi, les régions méditerranéennes (Languedoc-Roussillon et Provence) restent très touchées par la crise

des vins AOC, avec un RCAI moyen très bas. En Aquitaine, le RCAI moyen est très bas, mais semble se redresser. La situation est beaucoup plus confortable pour les régions viticoles de la moitié Nord du pays, en particulier pour la Champagne-Ardenne et la Bourgogne, même si les résultats sont moins bons qu'en 2005. Globalement, les producteurs ont fortement réduit leurs prélèvements. L'autofinancement et l'investissement sont en augmentation.

Note méthodologique sur les indicateurs de résultat

Le **résultat courant avant impôts** est la différence entre les produits et les charges courantes. Il constitue une forme de revenu permettant de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres (contrairement aux règles traditionnelles comptables et fiscales, les charges sociales de l'exploitant ne sont toutefois pas déduites du résultat dans le RICA). Le RCAI prend en compte à la fois des charges qui doivent se traduire par des flux financiers et des charges calculées (les amortissements). Pour appréhender les flux financiers réels, il ne faut pas tenir compte des charges calculées. Les analystes utilisent le plus souvent la **capacité d'autofinancement** qui diffère du RCAI principalement par le fait que ne sont pas déduits les amortissements. Des charges et des produits à caractère exceptionnel sont retenus dans le calcul de la capacité d'autofinancement, mais ces charges et produits sont en moyenne peu importants. La capacité d'autofinancement est la ressource essentielle du tableau de financement.

D'autres analystes préfèrent considérer l'**excédent brut d'exploitation**. À la différence de la capacité d'autofinancement, l'EBE n'intègre ni les charges et produits financiers, ni les charges et produits exceptionnels. Il exprime un flux de trésorerie généré par les opérations courantes, avant rémunération des apporteurs externes de capitaux. Cependant ce flux reste en partie *potentiel*. L'**excédent de trésorerie d'exploitation** obtenu à partir de l'EBE exprime un flux *effectif* de trésorerie généré au cours de l'exercice par les opérations d'exploitation. Ce flux de trésorerie peut comprendre des encaissements au cours de l'exercice de produits des années précédentes (écoulement de stocks, règlement par les clients de créances), inversement les produits de l'année qui n'ont pas fait l'objet d'un encaissement ne sont pas considérés. L'ETE élimine l'effet de variation de la valeur des stocks sur les résultats. En termes comptables, l'ETE est égal à l'EBE diminué de la variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation et de la variation d'inventaire des animaux reproducteurs.

Certaines orientations animales connaissent des évolutions favorables, de façon moins marquée toutefois que les orientations végétales. Chez les éleveurs de bovins viande, le RCAI progresse de 17 %. Les ventes s'accroissent, de même que la production de l'exploitation. Les prix de vente sont bien orientés (+ 4 % pour les vaches nourrices de réforme, + 6 % pour les broutards). Les charges d'exploitation augmentent assez vigoureusement, notamment pour les approvisionnements. Les aliments du bétail concentrés en particulier pèsent davantage qu'en 2005. Les subventions d'exploitation augmentent par rapport à 2005, de façon un peu artificielle il est vrai. Une grande partie des primes animales a été intégrée dans la prime unique en 2006, dont le montant était connu en milieu d'année 2006, et qui a été comptabilisée en 2006. Mais des reliquats importants des primes 2005, versées en 2006, n'ont pas été

provisionnées en 2005. En année courante, ce mode de comptabilisation en retard n'a pas d'impact significatif, les reliquats de l'année n n'étant guère différents de ceux de n-1. En 2006, année de rupture, un léger surcroît de primes a donc été constaté, qu'il était difficile de retraiter dans les comptabilités. Les prélèvements privés n'ont pas beaucoup augmenté. L'augmentation de l'autofinancement se traduit par une hausse de l'investissement.

Après la grave crise de 2002, le secteur hors-sol continue à voir sa situation s'améliorer en 2006. Le RCAI des orientations de porcins, volailles s'établit à 42 400 euros en moyenne, augmentant de 16 %. L'influenza aviaire continue à menacer. Pourtant, les éleveurs de volaille spécialisés et les éleveurs de porcs spécialisés semblent avoir des évolutions de revenu assez voisines. La production en valeur augmentent de 4 %, grâce à

une bonne tenue des prix. Ainsi, les prix du poulet de chair et du porc augmentent d'environ 4 %. Les charges d'exploitation augmentent de 3 %. Cependant, les dépenses en aliments concentrés sont restées très sages. Les éleveurs augmentent massivement leurs prélèvements et réduisent leur endettement.

Le RCAI des éleveurs de bovins laitiers s'effrite légèrement en valeur courante (- 1 %). Il s'élève à 28 500 euros en moyenne par exploitation. La production de l'exploitation augmente très légèrement. Pourtant, le prix du lait continue de baisser, pour la 4^e année consécutive (- 3,7 % en 2006). La prime aux produits laitiers (ADL) est

intégrée en 2006 dans la prime unique, son taux étant à cette occasion revalorisé. Les subventions d'exploitation de l'orientation progressent ainsi de plus de 14 % et atteignent 26 300 euros en moyenne. La prime ADL double pratiquement par rapport à l'année précédente et s'établit à 5 800 euros. Les charges d'exploitation augmentent sensiblement. Les dépenses en alimentation du bétail progressent de 4 %. Les éleveurs de bovins lait augmentent leurs prélèvements et ralentissent leurs investissements..

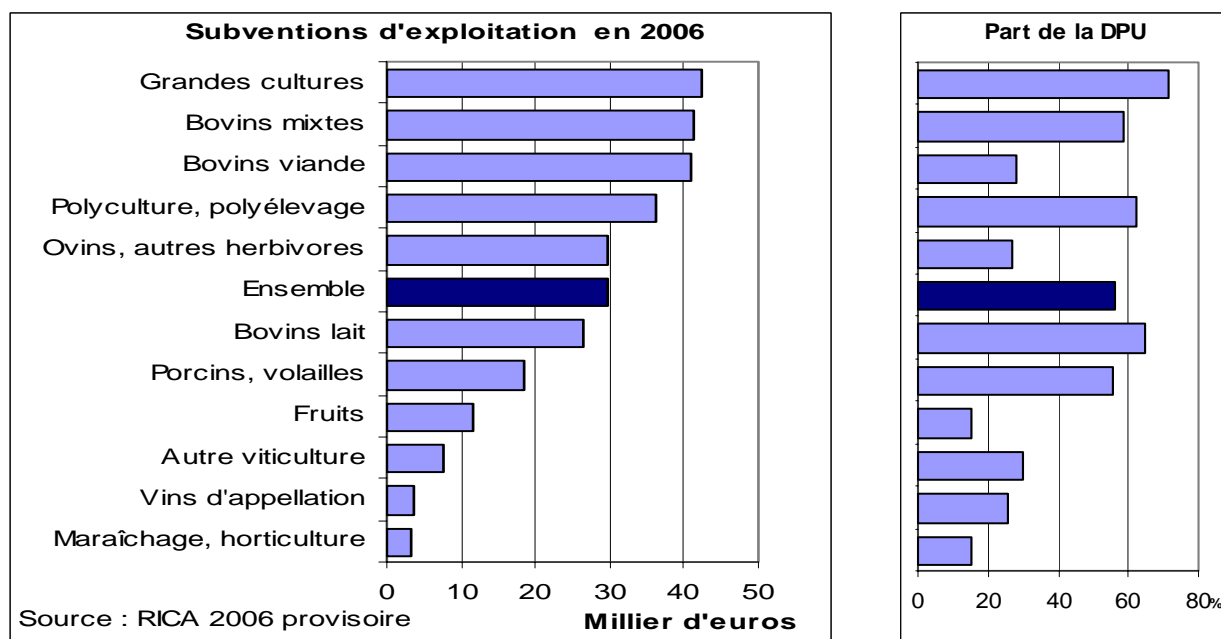
Introduction de la prime unique en 2006

Les subventions directes aux exploitants constituent dans la plupart des secteurs un élément essentiel du produit en valeur des exploitations agricoles. Les mécanismes d'attribution des subventions ont été plusieurs fois modifiés, pour répondre à des objectifs de politique agricole qui ont évolué, en fonction des évolutions des marchés européens et mondiaux, des contraintes internationales, des gains de productivité, du souci grandissant de protection de l'environnement,

de l'accent plus ou moins fort mis sur leur capacité à remédier aux inégalités entre exploitants. L'année 2006 est une année de grand bouleversement, avec la mise en place de la prime unique découplée.

En 2006, toutes orientations confondues, les exploitations professionnelles ont reçu en moyenne 29 500 euros par exploitation. La prime unique (« DPU ») atteint 16 600 euros, soit 56 % du total.

Graphique 3 : Les subventions atteignent 29 500 euros par exploitation en 2006



Sur le fond, et globalement, l'attribution de l'essentiel des subventions d'exploitation reste attachée à la production de certains produits, ou au moins à la mise en culture ou à l'entretien de certaines catégories de surfaces. La prime unique ne fait que remettre dans un paquet commun, et sur une base historique, des primes auparavant liées à un produit. Certaines surfaces, certains produits ne sont pas soutenus ou le sont par d'autres voies. Les différences entre orientations restent ainsi très marquées. Les montants moyens perçus selon les différentes orientations s'échelonnent en 2006 entre 3 400 euros pour le maraîchage, horticulture et 42 300 euros pour grandes cultures, soit 12 fois plus.

La prime unique reprend une grande partie des aides européennes aux végétaux et animaux. Parmi les grandes primes, seule la prime à la vache allaitante est restée couplée. La partie restée couplée ne dépasse guère 20 % du total des aides « PAC » en 2006.

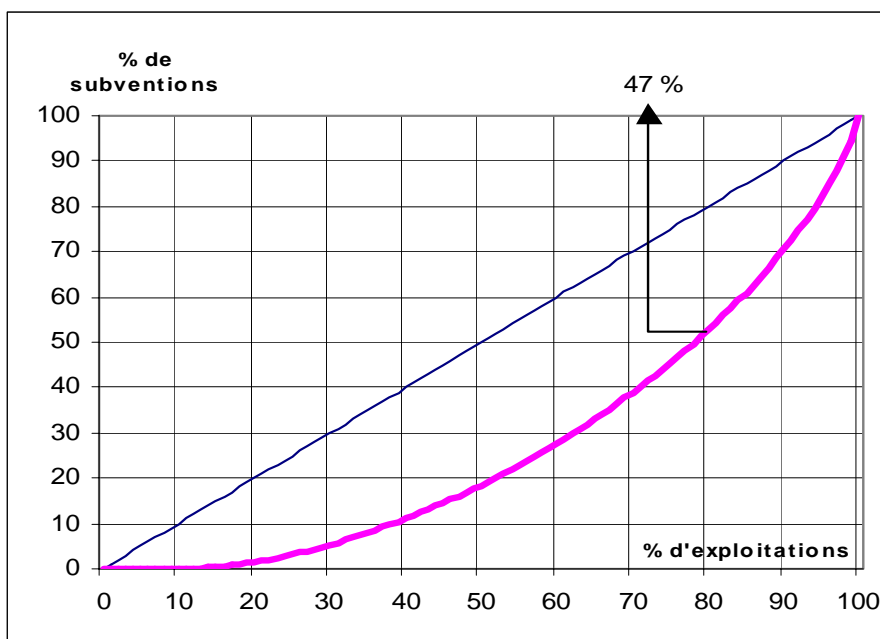
La part de la prime unique est très majoritaire dans les exploitations de grandes cultures, ou dans des orientations moins soutenues comme les bovins lait ou porcins volailles. Elle n'occupe qu'une place relativement modeste dans les orientations bovins

viande et ovins, qui outre des primes couplées reçoivent de gros montants de primes environnementales et d'indemnités compensatoires de handicap naturel.

La répartition des subventions entre exploitations ne change pas entre 2005 et 2006 et reste assez fortement concentrée. Ainsi, 20 % des exploitations les plus richement dotées se partagent 47 % des subventions, tandis que les 20 % les moins dotées ne perçoivent ensemble que 1,5 % du total. Cependant, sur le plus long terme, elle diminue. En 1999, les 20 % des exploitations les plus richement dotées se partageaient 54 % des subventions. La raison est à rechercher du côté de l'extension du domaine des aides directes, de plus en plus de productions sont concernées, plutôt que dans une modification du système d'attribution ou dans l'évolution des structures d'exploitation.

Les exploitants recevant des subventions élevées ne sont pas systématiquement les plus grandes. Les secteurs peu aidés (viticulture, maraîchage-horticulture, fruits, porcins-volailles) comprennent en effet beaucoup de très grosses exploitations, qui sont très faiblement aidées au regard de leur taille, sinon aucunement.

Graphique 4 : Concentration des subventions en 2006 pour l'ensemble des exploitations



Même si les résultats de 2006 sont bons, les primes contribuent toujours pour une part très élevée au résultat. Avec 29 500 euros de primes pour un RCAI dégagé de 32 700 euros, le ratio subventions sur résultat s'élève à 90 %. Un peu moins élevé qu'en 2005, année médiocre, ce ratio a fortement augmenté ces dernières années, il valait en effet 71 % en 2000, 55 % en 1994 et seulement 15 % en 1990, avant la réforme de la PAC. En 2006, le ratio subventions d'exploitation sur résultat dépasse les 140 % en bovins viande et ovins, autres herbivores. À l'inverse, il est

très faible en maraîchage, horticulture et surtout en vins d'appellation (8 %).

Les effets de la prime unique, dans sa première année d'application, sont encore peu perceptibles, ou délicats à analyser. Sur la concentration des subventions, les effets devraient être faibles, à moins que des plafonnements ne soient introduits ou que des productions écartées deviennent éligibles. La prime unique favorisera-t-elle des changements massifs dans le choix des productions, à la faveur de l'évolution des prix ? Il est encore trop tôt pour apporter des éléments de réponse.

3 – Charges courantes : des dépenses en énergie maîtrisées

En 2006, les charges courantes s'élèvent, à 131 400 euros, moyenne légèrement supérieure au niveau de 2005 (+ 2,3 %). Pour l'ensemble des exploitations, la structure de répartition des charges reste globalement stable. Ainsi, pour 100 euros de charges courantes, 63 % sont liées aux structures des exploitations, 34 sont liées aux

approvisionnements et 3 sont liées au loyer de l'argent. Pour comparaison, le poids des charges courantes représente pour l'ensemble des exploitations 80 % du produit brut. Néanmoins, 11 % des exploitations doivent faire face en 2006 à des dépenses supérieures à leurs ressources.

Tableau 1 : Charges courantes en 2006

	2006 millier d'euros	Evolution 06/05 %	Structure en 2006 %
I - Charges d'exploitation	127,2	+ 2,4	96,8
Approvisionnements	44,9	+ 2,4	34,2
Engrais et amendements	7,9	+ 2,1	6,0
Semences et plants	4,9	- 1,4	3,8
Produits phytosanitaires	6,8	- 1,0	5,2
Aliments concentrés	12,4	+ 2,4	9,4
Aliments grossiers	1,4	+ 8,6	1,0
Produits vétérinaires	2,2	+ 2,4	1,6
Fournitures	4,6	+ 5,2	3,5
Energie stockée	4,8	+ 8,4	3,6
Autres charges d'exploitation	62,3	+ 2,4	62,7
Energie non stockée	2,7	+ 4,0	2,0
Travaux pour cultures et élevages	7,5	+ 3,7	5,7
Loyers et fermages	9,8	- 0,3	7,4
Entretien des bâtiments et du matériel	6,2	+ 0,1	4,7
Assurances	4,2	+ 1,6	3,2
Charges de personnel	10,3	+ 0,7	7,9
Impôts et taxes	1,8	- 2,6	1,4
Amortissements	24,3	+ 4,0	18,5
Autres	15,6	+ 3,9	11,8
II - Charges financières	4,2	- 1,6	3,2
Charges financières à long ou moyen terme	3,3	- 2,8	2,5
Charges financières à court terme	0,9	+ 1,8	0,7
I + II - Charges courantes	131,4	+ 2,3	100,0
Dont énergie totale	7,4	+ 6,8	5,7

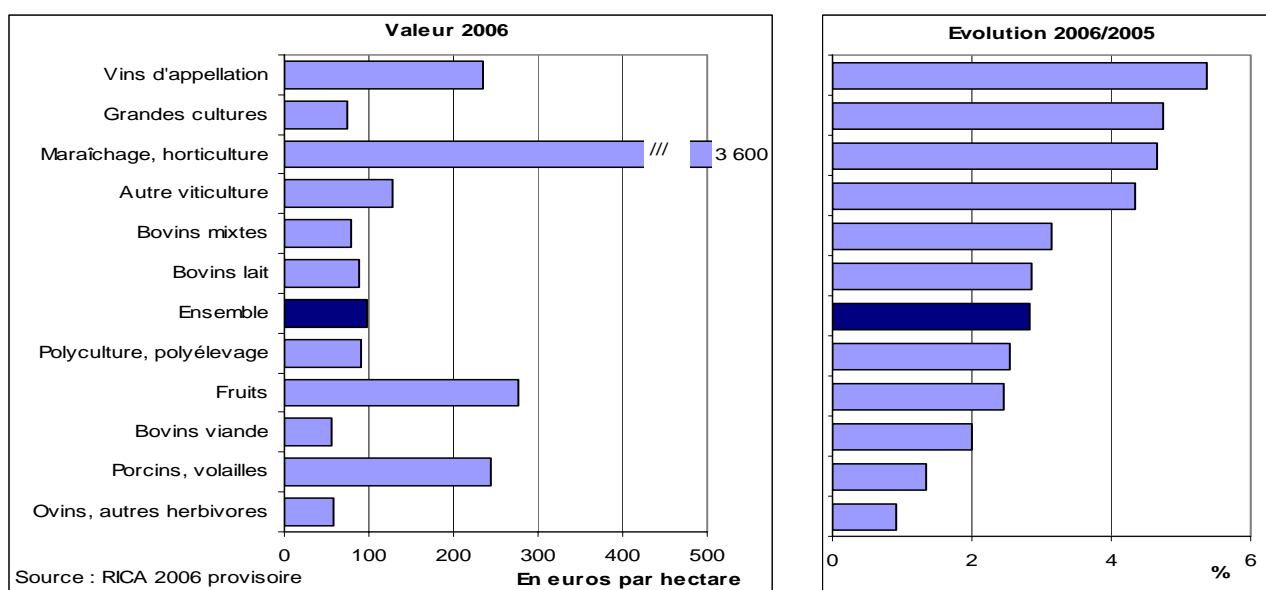
Source : RICA 2006 provisoire

Le prix de l'énergie a connu ces dernières années de fortes augmentations. En 2006, les exploitants agricoles doivent de nouveau faire face à la flambée du prix du baril de pétrole. Ces variations du prix de l'énergie ont des répercussions immédiates sur les charges des agriculteurs. Ainsi en 2006, les dépenses consacrées à l'énergie ont progressé de 7 % pour atteindre les 7 400 euros en moyenne. Elles avaient déjà progressé de 15 % en 2005. Toutes les orientations sans exception voient leurs dépenses en énergie augmenter en 2006. Ramenées à l'hectare, ces charges augmentent de 5,3 % et s'élèvent à 98 euros par hectare. La part des dépenses en énergie représente néanmoins toujours une part réduite du total des charges avec 6 %, niveau identique à l'année précédente. Ce ratio n'excède

d'ailleurs jamais ce seuil dans les orientations, à l'exception notable du maraîchage, horticulture qui possède un ratio supérieur à 11 %. Au contraire, pour la viticulture d'appellation, ce ratio est très faible. Les dépenses en énergie ne représentent en effet que 3 % des charges dans cette orientation.

Par ailleurs, la plupart des exploitations subissent indirectement l'impact de la hausse du prix de l'énergie, à travers également l'augmentation des charges en engrais et amendements. Celles-ci progressent en effet de 2 % en 2006 et s'établissent à 8 000 euros en moyenne. Chez les exploitations de grandes cultures, les dépenses en engrais et amendements ont augmenté de 3 %, elles s'élèvent désormais à 15 800 euros.

Graphique 5 : Charges en énergie à l'hectare en 2006



D'une orientation à une autre, la consommation d'énergie et son utilisation peuvent varier considérablement. Ainsi en 2006, les dépenses en énergie s'échelonnent entre 56 euros par hectare en bovins viande et 3 600 euros par hectare en maraîchage, horticulture. En effet dans cette dernière orientation, les surfaces utilisées sont petites (6 ha en moyenne) mais les dépenses en énergie, pour les cultures sous serre en particulier, sont très élevées. Les charges à l'hectare sont également élevées dans les orientations de fruits, de porcins-volailles, et de vins d'appellation où le ratio dépasse les 200 euros. Les élevages de ruminants présentent quant à eux bien sûr une dépense en énergie à l'hectare réduite, inférieure à 88 euros.

La consommation d'énergie est depuis 2004 suivie en valeur, mais aussi en quantité, pour les principaux produits pétroliers (fioul domestique, gaz propane ou butane). En 2006, les exploitations agricoles suivies par le RICA ont consommé en moyenne 7 500 litres de fioul domestique, soit 1 % de moins qu'en 2005. Après des augmentations successives du coût de l'énergie, les exploitants agricoles essaient logiquement de réduire leur consommation de carburant. Ramené à l'hectare, ce ratio diminue de 3 % et s'établit à 100 litres en moyenne. À l'exception des orientations de fruits et de bovins viandes, toutes les orientations ont réussi à

réduire leur consommation de fioul en 2006. L'orientation maraîchage, horticulture affiche une nouvelle fois la plus forte baisse des volumes de fioul consommés avec une réduction de 22 % entre 2005 et 2006. Dans ce secteur, il est impératif de freiner la consommation en période de fortes hausses de prix. Ce secteur conserve évidemment la plus forte consommation à l'hectare (1 300 l), loin devant l'arboriculture fruitière (200 l) et la viticulture d'appellation (170 l). Ce sont les orientations à dominante animale, notamment les élevages de ruminants, qui présentent la consommation en volume par hectare la plus faible. Les éleveurs d'ovins ont ainsi consommé 62 l de fioul en moyenne par hectare en 2006.

En 2006, les dépenses en gazole à la pompe s'établissent à 740 euros en moyenne par exploitation, soit 5 % de plus qu'en 2005. Cette hausse est particulièrement forte pour les exploitations de bovins mixtes (+ 20 %), mais qui détiennent une consommation de carburant à la pompe relativement faible (600 euros en moyenne). Les charges dédiées à la consommation de gaz domestique stocké diminuent légèrement (- 2 %). Enfin, avec 1 600 euros en moyenne par exploitation, les dépenses en électricité progressent de 3 %. Elles représentent ainsi 21 % des dépenses totales en énergie.

Graphique 6 : Charges en fioul à l'hectare en 2006

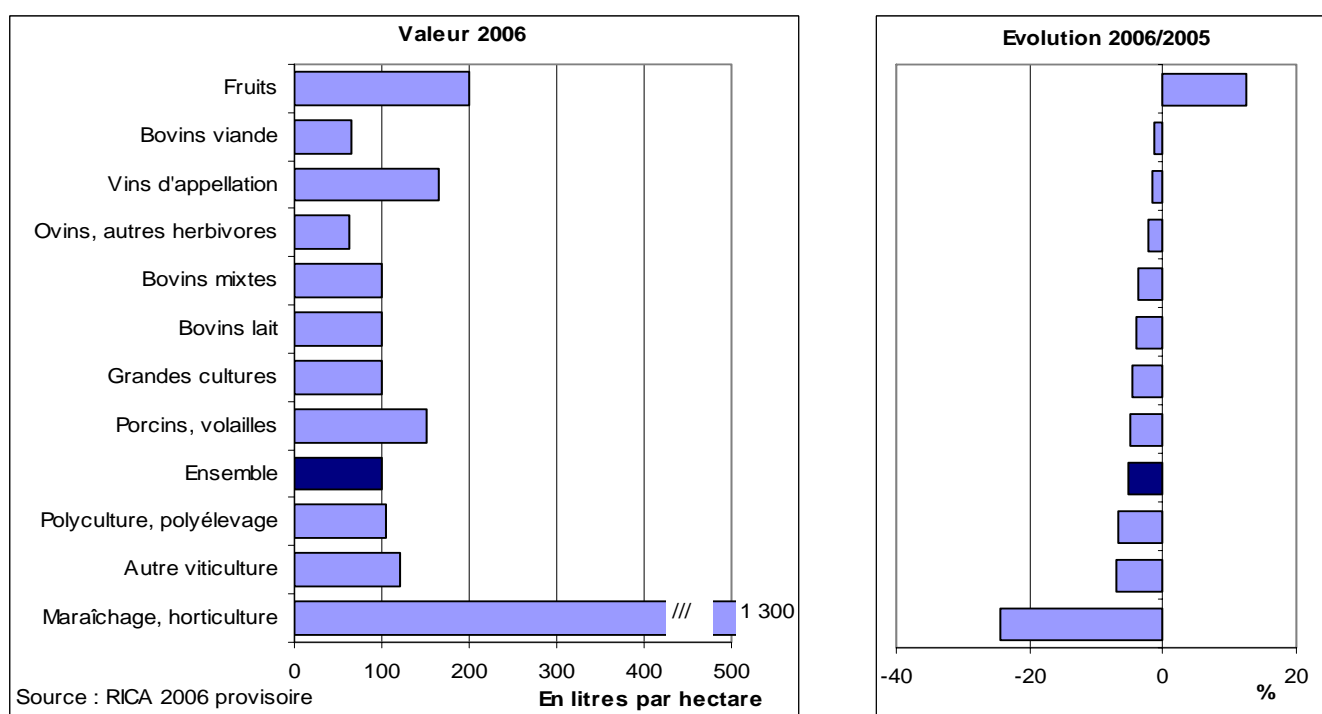


Tableau 2 : Détail des charges en énergie en 2006 selon les orientations

Orientation	Combustibles stockés					Carburants et lubrifiants stockés				Carburants et lubrifiants non stockés		Combustibles non stockés (gaz de réseau)	Electricité	Total énergie
	Total	Dont				Total	Dont			Total	Dont			
		Fioul domestique	Gaz (propane et butane)				Fioul domestique	Lubrifiant	Gazole					
	Valeur (1000 euros)	Quantité (1000 l)	Valeur (1000 euros)	Quantité (t)	Valeur (1000 euros)	Valeur (1000 euros)	Quantité (1000 l)	Valeur (1000 euros)	Valeur (1000 euros)	Valeur (1000 euros)	Valeur (1000 euros)			
Grandes cultures	0,4	0,3	0,2	0,4	0,2	5,9	11,0	5,3	0,3	0,8	0,6	0,1	1,4	8,5
Maraîchage, horticulture	11,4	4,9	2,2	10,4	7,3	1,7	3,2	1,6	0,0	1,8	1,5	4,8	3,5	23,2
Vins d'appellation	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	1,8	3,1	1,6	0,1	1,6	1,4	0,1	1,1	4,7
Autre viticulture	0,4	0,0	0,0	0,6	0,4	2,1	3,9	2,0	0,1	0,9	0,8	0,0	0,6	4,1
Fruits	0,8	0,6	0,3	0,7	0,4	3,0	5,0	2,6	0,1	1,6	1,5	0,1	2,3	7,7
Bovins lait	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	3,8	7,0	3,5	0,2	0,6	0,4	0,0	1,8	6,2
Bovins viande	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	3,2	5,7	2,9	0,2	0,9	0,8	0,0	0,7	4,9
Bovins mixtes	0,2	0,0	0,0	0,2	0,1	5,4	10,2	5,0	0,3	0,8	0,6	0,0	1,8	8,1
Ovins, autres herbivores	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	4,9	2,5	0,1	0,8	0,7	0,0	1,0	4,7
Porcins, volailles	2,4	0,4	0,3	3,1	2,1	3,2	6,1	3,0	0,1	0,7	0,5	0,0	4,1	10,4
Polyculture, polyélevage	0,6	0,1	0,1	0,8	0,5	5,1	9,5	4,7	0,3	0,8	0,7	0,1	1,8	8,4
Ensemble	0,7	0,3	0,2	0,8	0,5	4,0	7,4	3,7	0,2	0,9	0,7	0,2	1,6	7,4
Evo 06/05 %	0,2	-14,1	-9,5	2,9	-0,5	10,1	-1,3	10,4	4,2	1,6	4,5	26,4	3,0	6,8

Source : RICA 2006 provisoire

Encadré : L'UE à 25 en 2005

Des données de 2005 sur l'UE à 25 viennent d'être diffusées, qui restent provisoires pour certains pays (Italie, Malte, Slovénie, Suède et Royaume-Uni).

Tableau 3 : Les pays de l'UE en 2005

Date d'adhésion à l'UE	Pays	Nombre d'expl. représentées	SAU (ha)	UTA totales	dont UTANS	Production (k€)	Subventions d'exploitation (k€)	Ratio subventions à l'ha (k€/ha)	Salaires horaires, charges incluses (€)	Résultat courant avant impôts (k€)
Avant 2004	Belgique	33 900	41,1	1,90	1,55	173,4	17,0	0,41	9,1	49,3
	Danemark	36 500	71,0	1,46	0,87	218,7	23,7	0,33	18,9	14,2
	Allemagne	225 800	74,9	2,12	1,41	168,6	27,9	0,37	8,8	28,0
	Grèce	507 000	6,5	1,21	1,07	18,6	4,2	0,65	3,2	11,6
	Espagne	675 600	29,5	1,37	1,09	38,0	6,4	0,22	5,7	19,9
	France	351 700	76,4	1,97	1,43	127,8	25,4	0,33	11,6	27,6
	Irlande	114 300	40,0	1,11	1,09	32,5	17,0	0,43	8,7	17,3
	Italie	706 600	16,1	1,34	1,09	53,2	5,7	0,35	7,4	23,4
	Luxembourg	1 700	75,9	1,66	1,46	130,2	42,6	0,56	8,3	38,1
	Pays-Bas	62 800	32,6	2,45	1,44	299,3	10,4	0,32	13,3	42,9
	Autriche	73 400	33,9	1,62	1,54	60,0	22,8	0,67	6,0	26,3
	Portugal	126 300	22,1	1,58	1,22	19,1	4,8	0,22	3,6	6,9
	Finlande	43 500	50,0	1,49	1,32	63,0	44,6	0,89	10,2	20,1
Suède	28 600	95,4	1,41	1,17	128,6	31,5	0,33	15,8	11,3	
Royaume-Uni	96 700	154,0	2,37	1,32	197,7	44,7	0,29	11,3	36,5	
A partir de 2004	Chypre	28 900	5,5	0,99	0,96	17,0	3,1	0,56	3,4	3,5
	Rép. tchèque	14 300	247,3	8,58	1,36	261,4	44,1	0,18	3,9	18,5
	Estonie	6 700	119,9	3,00	1,47	63,7	13,4	0,11	2,4	17,9
	Hongrie	83 500	50,0	1,90	0,68	53,8	9,6	0,19	3,0	7,1
	Lituanie	52 400	40,1	1,96	1,58	20,0	5,2	0,13	1,4	10,3
	Lettonie	19 100	61,7	2,62	1,67	34,2	7,9	0,13	1,6	10,7
	Malte	1 400	3,2	1,83	1,56	52,9	8,9	2,78	4,1	18,3
	Pologne	757 400	17,2	1,79	1,56	22,3	3,1	0,18	1,5	7,3
	Slovaquie	3 700	548,3	18,45	1,14	372,9	82,0	0,15	2,8	-8,9
	Slovénie	38 700	11,8	1,88	1,88	18,2	5,3	0,45	3,2	7,6
UE à 25	4 090 500	34,3	1,64	1,24	62,2	10,6	0,31	6,6	18,1	

Source : RICA européen 2005

Les quelque 4,1 millions d'exploitations professionnelles de l'Union européenne présentent une diversité que ne résume que de façon très incomplète une analyse faite au niveau national. Les caractéristiques observées en 2005 par le RICA dans les 25 États membres n'en dressent pas moins un portrait saisissant de l'agriculture européenne. En moyenne, les exploitations de l'UE emploient 1,64 UTA pour une SAU de 34,3 ha. La production atteint 62 200 euros, le résultat courant avant impôts 18 100 euros. Les subventions s'établissent à 10 600 euros, ce qui correspond à 17 % de la production totale et près de 60 % du RCAI. Les pays de la moitié Sud de l'Europe se distinguent par des surfaces agricoles utiles relativement petites, notamment en Grèce (6,5 ha), des productions modestes, mais des charges réduites. À l'inverse, les exploitations de la partie Nord et Ouest du continent disposent en général de surfaces plus étendues, en particulier au Royaume-Uni (148,7 ha), et ont des productions élevées, notamment aux Pays-Bas et au Danemark. Les pays de l'Est de l'Europe ne présentent qu'une productivité du travail assez faible, qu'il s'agisse d'ailleurs de la Pologne, avec ses gros bataillons de petits agriculteurs, ou de la Slovaquie, avec ses très grandes exploitations de type sociétaire, employant une main d'œuvre salariée nombreuse.

Reflète de ces différences de productivité, les salaires de la main d'œuvre agricole connaissent des écarts considérables entre la Danemark (plus de 18 € de l'heure) et les Pays-Bas d'une part, Pologne, Lituanie et Lettonie de l'autre (moins de 2 €). Les salaires agricoles restent encore faibles aussi en Grèce et au Portugal, voire en Espagne.

Les subventions d'exploitation s'échelonnent en 2005 entre 3 000 euros en moyenne pour la Pologne et 82 000 euros en Slovaquie. En France, la moyenne s'établit en ces deux valeurs extrêmes avec 25 400 euros. Les pays ayant les plus fortes aides directes sont d'abord ceux où les SAU moyennes sont les plus élevées : Slovaquie, République tchèque, Royaume-Uni. Les pays de l'Europe de l'Est bénéficient d'un système simplifié d'aides européennes exclusivement lié à la surface, moins avantageux d'ailleurs que celui des pays de l'UE à 15. Ramenés à l'hectare, les taux de subvention les plus faibles sont détenus par les Pays baltes et la Slovaquie avec à peine plus de 100 euros par hectare, contre 890 euros pour la Finlande ou encore 670 euros pour l'Autriche.

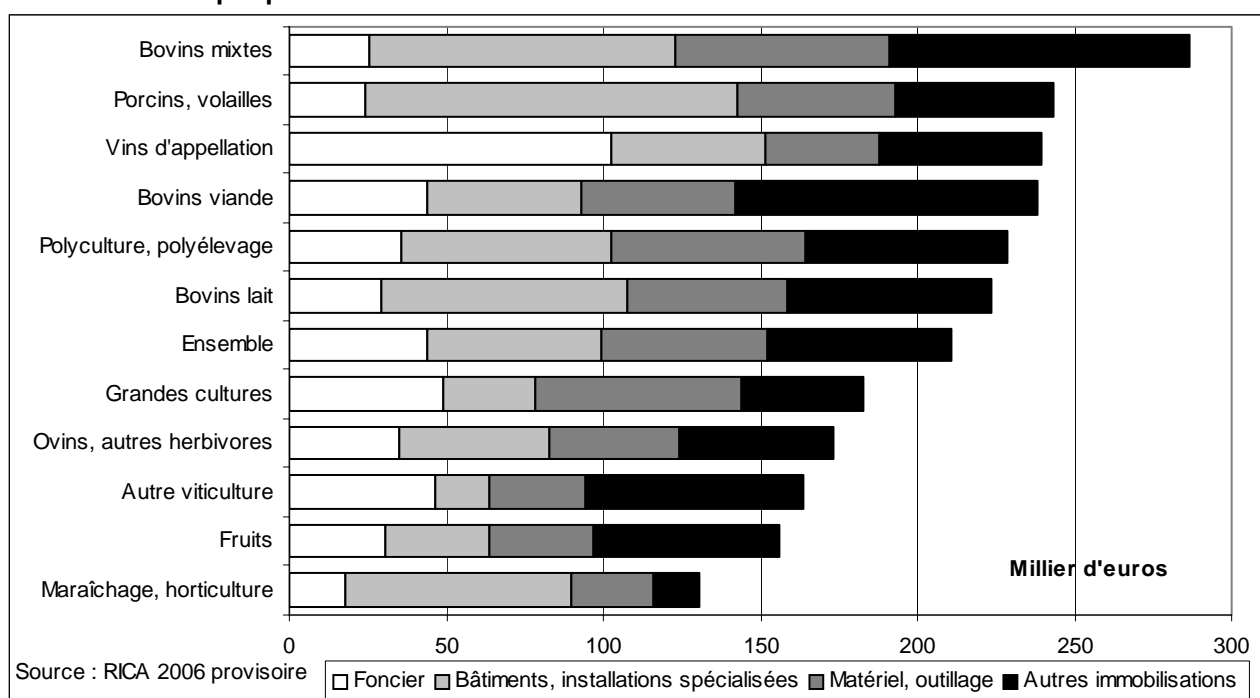
4 - Bilan des exploitations agricoles et rentabilité en 2006

Le bilan décrit la situation patrimoniale de l'exploitation à la clôture de l'exercice. L'actif du bilan traduit les moyens possédés par l'exploitation et mis en œuvre pour exercer son activité. En 2006, l'actif total des exploitations professionnelles s'élève à 333 600 euros en moyenne : + 3,3 % par rapport à 2005.

Les immobilisations représentent 63 % de l'actif et s'élèvent à 212 400 euros en moyenne par exploitation. Les actifs immobilisés sont les biens nécessaires au processus productif, tels que les terres, les bâtiments, les matériels ou les animaux reproducteurs. Les orientations diffèrent bien

évidemment par la structure de leurs immobilisations. Si les grandes cultures nécessitent un matériel important, en viticulture, c'est le foncier qui prédomine. Les plantations sont fondamentales pour les arboriculteurs, alors que le maraîchage, horticulture dédie un montant relativement élevé aux bâtiments et installations spécialisées. Dans les orientations d'élevage, le capital en animaux reproducteurs est le principal poste des immobilisations. Chez les éleveurs de porcins, volailles, il y a nécessité à posséder des bâtiments et des installations spécialisées.

Graphique 7 : Structure des immobilisations à la clôture de l'exercice 2006



Les actifs circulants représentent, quant à eux, 122 000 euros, soit 36 % de l'actif total en 2006. Il s'agit de biens et de créances résultant du processus de production, y compris les stocks. Selon les orientations, l'actif circulant peut présenter de fortes divergences. Les orientations viticoles possèdent des vins en cours de vinification ou d'élevage. Les stocks représentent ainsi 76 % de l'actif circulant en viticulture d'appellation et 80 % en autre viticulture. Dans les orientations animales, la majeure partie des stocks est constituée par les animaux circulants. Les valeurs réalisables sont parfois élevées, il s'agit dans la plupart des cas de créances sur les clients.

Le passif décrit les ressources mobilisées par l'exploitation pour financer les moyens mis en œuvre. L'endettement, qui représente la contribution des partenaires extérieurs, atteint 124 400 euros, niveau légèrement supérieur à

2005. Les capitaux propres constituent la contribution du chef d'exploitation lui-même. Ils représentent 63 % du passif avec 210 900 euros en moyenne par exploitation.

La structure des bilans est conditionnée en grande partie par le processus de production. Elle diffère sensiblement d'une orientation à l'autre. La part des immobilisations dans l'actif total est importante, notamment pour les orientations d'élevage. Elle est relativement élevée dans les orientations animales, jusqu'à 75 % pour les éleveurs d'ovins. À l'inverse, elle est plus faible pour les orientations végétales, à commencer par l'orientation viticulture d'appellation, qui possède seulement 41 % d'immobilisations.

La situation financière des exploitations est d'autant plus saine que les immobilisations sont couvertes par les capitaux propres. En 2006, seules les orientations viticoles répondent à cette caractéristique. En viticulture d'appellation, les

capitaux propres s'élèvent en moyenne à 399 500 euros et couvrent ainsi largement les immobilisations (240 100 euros). Ils servent à financer en grande partie le vin en cours de vieillissement, qui par certains aspects est

assimilable à une immobilisation. Chez les éleveurs de porcins, volailles, les immobilisations (249 300 euros) dépassent largement les capitaux propres (169 500 euros).

Tableau 4 : Bilan à la clôture de l'exercice en 2006 toutes orientations confondues

Détail de l'actif 2006	Valeur 2006	Evolution 06/05 %	Détail du passif 2005	Valeur 2006	Evolution 06/05 %
Actifs immobilisés	210,9	- 2,2	Capitaux propres	209,7	- 4,7
Actifs incorporels	1,5	- 25,5	Situation nette	201,5	- 4,7
Terrains	41,2	- 3,7	Subventions d'investissement	8,2	- 4,8
Aménagements	2,9	- 1,8	Ensemble des dettes	123,1	- 0,9
Constructions	47,7	- 4,4	Dettes à long ou moyen terme	79,8	- 0,0
Installations spécialisées	7,9	- 0,6	Emprunts à court terme	4,7	- 3,2
Matériel	52,3	+ 0,8	Autres dettes financières à moins de 1 an	7,0	+ 1,5
Plantations	8,4	+ 1,8	Dettes auprès des fournisseurs	20,6	- 3,1
Animaux reproducteurs	35,3	- 1,8	Dettes sociales	2,8	- 0,6
Autres immobilisations corporelles	7,2	- 5,3	Dettes auprès de l'Etat	1,1	- 12,3
Actifs financiers	6,5	- 3,3	Dettes sur immobilisations	1,3	- 2,2
Actifs circulants	121,0	- 3,3	Avances et acomptes reçus	0,8	- 31,7
Stocks	73,7	- 4,4	Autres dettes	4,9	- 1,3
Valeurs réalisables	29,8	- 2,2			
Valeurs disponibles	17,5	- 15,3			
Régularisation actif	1,1	- 9,1	Régularisation passif	0,2	- 46,0
Total actif	333,0	- 3,3	Total passif	333,0	- 3,3

Source : RICA 2006 provisoire

En 2006, la rémunération du travail annuel salarié sur l'exploitation s'établit en moyenne à 15 200 euros par UTA salariée. L'exploitation emploie en moyenne 1,43 unité de travail annuel non salariée, principalement le chef d'exploitation, assisté le plus souvent par un membre de sa famille. Si l'on admet que le travail non salarié est rémunéré de la même manière que le travail salarié, en moyenne 21 700 euros sont dédiés à la rémunération de l'ensemble des UTANS par exploitation. Le résultat courant avant impôts s'élève en moyenne à 32 700 euros en 2006. Une fois déduites les charges sociales de l'exploitant (8 200 euros en moyenne) et la rémunération conventionnelle des UTA non salariées de

l'exploitation, il reste 2 700 euros pour rémunérer les capitaux propres consacrés à l'exploitation. Les capitaux propres se montent quant à eux à 208 700 euros en moyenne par exploitation. La rentabilité estimée moyenne des capitaux propres en 2006 est, sous les hypothèses retenues, légèrement positive (+ 1,3 %).

Cette rentabilité estimée est plus élevée dans les grandes exploitations où elle atteint 9,0 % contre seulement - 11,2 % pour les plus petites. Les résultats progressent avec la taille économique alors que la quantité de facteurs de production mis en œuvre augmente dans une moindre mesure.

Tableau 5 : Rentabilité des capitaux propres en 2006

	Toutes exploitations confondues	Petite exploitation Cdex 5-6	Moyenne petite exploitation Cdex 7	Moyenne grande exploitation Cdex 8	Grande exploitation Cdex 9	Très grande exploitation Cdex 10
Nombre d'exploitations représentées (milliers)	348,1	9,7	113,7	147,3	67,8	10,0
Surface agricole utilisée (ha)	76,3	26,0	47,9	76,1	122,1	140,2
Rémunération de la main d'œuvre salariée (1)	15,2	14,4	13,1	14,2	15,5	16,7
Travail non salarié en UTA (UTANS) (2)	1,43	1,08	1,18	1,44	1,78	2,10
Rémunération totale des UTA non salariée (3)=(1)*(2)	21,7	15,6	15,5	20,5	27,5	35,1
Résultat courant avant impôts (4)	32,6	8,9	16,6	29,0	58,6	113,8
Charges sociales de l'exploitant (5)	8,2	3,7	4,5	7,7	13,5	24,5
Revenu de l'exploitant (6) = (4) - (5)	24,4	5,3	12,1	21,2	45,1	89,3
Capitaux propres (7)	208,7	92,4	136,9	193,5	321,1	600,5
Rémunération des capitaux propres (8) =(6)-(3)	2,7	-10,3	-3,4	0,8	17,6	54,3
Rentabilité des capitaux propres (%) (8)/(7)	1,3	-11,2	-2,5	0,4	5,5	9,0

Source : RICA 2006 provisoire

ANNEXES

Tableau 1 : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2006

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution

	Ensemble		Grandes cultures		Marâchage, horticulture		Vins d'appellation		Autre viticulture		Fruits	
	Valeur 2006	% évo	Valeur 2006	% évo	Valeur 2006	% évo	Valeur 2006	% évo	Valeur 2006	% évo	Valeur 2006	% évo
Nombre d'exploitations représentées	346 219		77 772		11 086		33 495		12 591		10 083	
Caractéristiques physiques												
Surface agricole utilisée (en ha)	76,5	+1,5	113,3	+0,9	6,4	+0,2	19,3	+0,7	32,3	+0,0	27,9	+0,0
dont : SAU en fermage	60,5	+1,5	96,2	+0,6	4,3	-0,8	13,0	+1,0	18,5	+1,6	19,3	-1,3
Effectifs animaux (en UGB)	69,0	+0,4	16,3	-2,2	1,0	-8,7	1,8	+7,6	0,4	-2,7	2,0	-22,9
Nombre d'UTA*	1,97	-1,0	1,65	-0,8	4,06	-1,2	3,06	-1,7	1,87	-2,3	4,53	+3,5
dont : UTA non salariées	1,43	-0,8	1,30	-0,6	1,50	+0,6	1,38	-1,9	1,24	-1,2	1,42	+2,7
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)												
Capacité d'autofinancement	57,0	+10,8	60,3	+24,7	54,1	-9,1	72,8	-3,5	38,5	+27,1	59,5	+77,7
- Prélèvements privés	31,5	-5,4	33,4	+13,1	33,2	-10,5	41,9	-17,0	23,6	+14,0	31,3	+18,7
= Autofinancement	25,5	+18,6	26,9	+43,8	21,0	-7,0	30,9	+21,8	14,9	+52,3	28,2	+313,2
Actif immobilisé	15,5	-5,9	31,0	+4,2	9,3	-1,3	11,4	+18,7	9,9	+3,4	+13,2	+0,4
Actif circulant	122,0	-5,5	109,0	+9,7	72,2	+0,7	349,5	+4,5	162,1	+6,3	+112,5	+17,4
Stocks	74,2	+4,3	50,8	+9,2	22,0	-6,8	265,0	+3,0	130,0	+5,5	+38,6	+11,9
Capitaux propres	210,9	+4,8	173,1	+6,2	86,3	+2,2	399,5	+3,6	239,3	+2,3	150,1	+9,4
Endettement total	124,4	+1,2	119,9	+1,0	116,8	-3,8	191,7	+3,8	86,9	-0,4	118,9	+0,6
Soldes intermédiaires de gestion (millier d'euros)												
Ventes et autoconsommation	130,0	+2,7	118,0	+4,9	231,0	-0,8	191,6	+2,1	87,7	+0,1	188,4	+11,7
- Achats d'animaux	5,8		2,9		0,1		0,2		0,1		0,1	
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	124,2	+2,7	115,0	+5,1	230,9	-0,8	191,4	+2,0	87,6	+0,1	188,4	+11,8
+ Production stockée (y c. animaux)	3,4		3,0		-0,7		7,2		5,5		2,4	
+ Production immobilisée (hors animaux)	3,0		1,4		3,7		2,2		2,9		5,1	
+ Produits divers	2,3		4,0		2,4		3,8		1,8		3,2	
= Production de l'exercice nette des achats d'animaux	133,0	+4,4	123,4	+9,9	236,2	-0,7	204,6	-0,5	97,8	+5,2	199,1	+14,4
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,3		0,6		0,3		0,1		0,2		0,2	
- Charges d'approvisionnement	45,1		50,1		80,8		29,5		17,7		33,4	
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	36,3		32,7		49,5		44,1		27,9		54,8	
= Valeur ajoutée	51,8	+7,4	41,2	+30,2	106,2	-4,7	131,1	-1,7	52,4	+15,1	110,9	+32,5
+ Remboursement forfaitaire TVA	€		€		€		€		€		€	
+ Subventions d'exploitation	29,5		42,3		3,4		3,7		7,8		11,7	
+ Indemnités d'assurance	1,2		1,9		0,6		1,0		0,9		2,9	
- Fermages	9,8		13,3		2,7		19,6		5,7		6,7	
- Impôts et taxes	1,8		2,3		1,4		3,3		2,2		1,7	
- Charges de personnel	10,4		6,7		49,0		34,9		12,0		54,7	
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	60,6	+10,7	63,1	+23,8	57,1	-8,6	78,0	-3,3	41,1	+27,7	62,5	+75,7
+ Transferts de charges	0,4		0,7		0,6		0,6		0,1		0,6	
- Dotations aux amortissements	24,4		25,7		24,7		23,6		17,4		22,5	
= Résultat d'exploitation	36,6	+15,2	38,1	+41,0	32,9	-13,3	54,9	-4,8	23,8	+54,8	40,6	+194,4
+ Produits financiers	0,3		0,6		0,2		0,4		0,3		0,3	
- Charges financières	4,2		4,1		4,0		6,1		2,9		3,8	
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	32,7	+17,7	34,6	+47,6	29,2	-14,0	49,3	-5,4	21,2	+68,6	37,1	+267,1
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	3,0		5,6		0,5		1,2		1,2		1,6	
+ Quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice	1,2		0,5		1,9		0,8		1,9		2,6	
+ Profits et charges exceptionnels	-0,1		-0,1		0,2		-0,1		-0,1		-0,1	
= Résultat de l'exercice	36,9	+17,6	40,6	+45,5	31,8	-12,1	51,2	-4,9	24,2	+49,2	41,2	+184,3

€ : nombre inférieur à 50 euros ou évolution inférieure à 0,05 % (en valeur absolue)

* UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis mère à 0,18 UGB.

** UTA : unité-travail-année, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Champ : Ensemble des exploitations professionnelles

Source : RICA 2006 provisoire

Tableau 1 : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2006

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution

	Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins		Porcins volailles		Polyculture	
	Valeur 2006	% évo	Valeur 2006	% évo	Valeur 2006	% évo	Valeur 2006	% évo	Valeur 2006	% évo	Valeur 2006	% évo
Nombre d'exploitations représentées	58 343		40 404		8 750		20 205		14 566		58 924	
Caractéristiques physiques												
Surface agricole utilisée (en ha)	70,2	+1,8	88,0	+2,1	102,3	+2,0	80,2	+3,4	42,9	+1,4	93,1	+1,7
dont : SAU en fermage	56,5	+2,5	60,9	+1,0	87,6	+1,5	50,4	+2,8	34,1	+6,7	76,9	+2,1
Effectifs animaux (en UGB*)	80,1	+1,0	100,1	+1,1	129,9	+1,9	79,5	+0,7	356,9	+0,9	99,3	-0,8
Nombre d'UTA**	1,71	-0,1	1,32	-0,2	1,81	-1,4	1,54	-1,4	1,86	-1,4	1,89	-1,5
dont : UTA non salariées	1,60	-0,7	1,25	-0,6	1,68	-0,8	1,41	-1,8	1,55	-1,4	1,55	-1,0
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)												
Capacité d'autofinancement	52,7	+1,3	46,3	+12,1	64,6	+2,1	38,7	+15,6	75,5	+8,8	60,2	+11,9
- Prélèvements privés	30,3	+12,1	24,3	+5,2	36,1	+1,5	22,7	+18,4	42,1	+34,8	30,5	+4,6
= Autofinancement	22,4	-11,8	21,9	+21,0	28,6	+2,9	16,0	+11,1	33,3	-11,6	29,6	+20,9
Actif immobilisé	9,4	+7,4	5,4	+6,5	11,6	+13,7	6,2	+7,3	13,1	+6,0	17,3	+6,9
Actif circulant	77,6	+3,7	86,2	+1,0	117,2	+2,7	58,1	+1,5	113,0	+6,9	105,4	+5,2
Stocks	44,1	+3,3	52,0	+3,2	76,6	+4,8	29,3	+1,7	73,7	+1,9	60,8	+4,5
Capitaux propres	192,4	+3,4	237,8	+4,9	250,1	+4,3	158,8	+2,5	169,5	+10,3	203,7	+5,6
Endettement total	111,1	+2,4	89,5	+1,0	155,2	+6,8	75,0	-0,9	194,4	-2,9	134,4	+0,0
Soldes intermédiaires de gestion (millier d'euros)												
Ventes et autoconsommation	110,0	-1,2	65,9	+8,2	135,4	+2,1	67,9	+4,0	286,5	+1,8	136,5	+3,4
- Achats d'animaux	5,3		7,5		10,8		4,8		30,9		8,6	
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	104,7	-1,5	58,4	+6,9	124,6	+1,1	63,1	+5,0	255,7	+3,3	127,8	+3,3
+ Production stockée (y.c. animaux)	2,5		4,1		5,3		2,1		1,4		3,4	
+ Production immobilisée (hors animaux)	3,8		2,8		4,3		2,3		7,0		3,5	
+ Produits divers	0,9		1,0		1,1		3,4		0,8		1,8	
= Production de l'exercice nette des achats d'animaux	111,9	+0,8	66,3	+8,8	135,3	+2,9	70,9	+6,5	264,8	+4,4	136,6	+4,5
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,1		0,0		0,2		0,0		0,2		0,4	
- Charges d'approvisionnement	36,3		25,7		51,0		28,1		136,4		53,0	
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	36,5		24,9		42,5		25,0		52,6		39,6	
= Valeur ajoutée	39,3	-5,5	15,7	+16,9	42,0	+1,9	17,8	+16,0	76,1	+6,5	44,4	+9,8
+ Remboursement forfaitaire TVA	€		€		€		€		€		€	
+ Subventions d'exploitation	26,3		40,9		41,2		29,6		18,4		36,4	
+ Indemnités d'assurance	0,7		0,7		1,1		0,7		1,4		1,4	
- Fermages	7,2		6,3		10,9		4,2		5,4		10,0	
- Impôts et taxes	1,4		1,0		1,7		0,9		1,6		1,8	
- Charges de personnel	1,7		1,1		2,4		2,1		6,4		6,0	
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	56,0	+1,3	48,9	+12,5	69,3	+3,0	40,9	+14,7	82,5	+8,2	64,3	+11,4
+ Transferts de charges	0,2		0,1		0,2		0,1		0,3		0,4	
- Dotations aux amortissements	24,2		18,5		30,5		17,7		33,2		28,1	
= Résultat d'exploitation	32,0	-1,3	30,6	+15,7	39,0	-1,0	23,3	+21,2	49,6	+11,7	36,6	+15,8
+ Produits financiers	0,2		0,1		0,3		0,1		0,3		0,3	
- Charges financières	3,7		2,6		5,3		2,5		7,5		4,9	
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	28,5	-0,9	28,0	+17,1	34,0	-0,9	20,9	+24,7	42,4	+16,4	32,1	+18,9
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	3,0		1,7		2,1		1,6		3,3		3,3	
+ Quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice	1,4		1,0		1,7		1,4		1,5		1,5	
+ Profits et charges exceptionnels	0,0		-0,2		0,1		0,1		-0,1		-0,1	
= Résultat de l'exercice	32,8	+0,2	30,5	+15,2	37,8	-2,9	24,0	+26,4	47,1	+21,5	36,8	+19,1

€ : nombre inférieur à 50 euros ou évolution inférieure à 0,05 % (en valeur absolue)

* UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis mère à 0,18 UGB.

** UTA : unité-travail-année, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Champ : Ensemble des exploitations professionnelles

Source : RICA 2006 provisoire

Tableau 2 : Situation financière des exploitations en 2005 et 2006

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Ensemble		Grandes cultures		Maraîchage-horticulture		Vins d'appellation		Autre viticulture		Fruits	
	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006
Résultat courant avant impôts	27,9	32,8	24,0	35,4	32,4	27,9	52,2	49,3	13,9	23,5	10,3	37,9
+ Dotation aux amortissements	23,4	24,4	24,7	25,5	25,2	24,6	24,0	23,8	17,4	17,4	23,1	23,1
+ Charges et produits exceptionnels	0,2	-0,1	0,1	-0,1	0,2	0,1	-0,4	0,0	0,7	-0,1	0,9	-0,1
= Capacité d'autofinancement	51,6	57,1	48,8	60,8	57,9	52,6	75,8	73,1	32,0	40,7	34,3	61,0
- Prélèvements privés	30,3	32,0	30,4	34,4	35,6	31,9	49,4	41,0	21,0	24,0	27,5	32,6
= Autofinancement	21,2	25,1	18,4	26,5	22,2	20,7	26,3	32,1	11,0	16,7	6,9	28,4
+ Cessions d'immobilisations	4,6	5,8	7,4	10,2	1,6	1,6	5,0	3,0	2,9	3,7	2,4	5,1
+ Subventions d'équipement reçues	1,3	1,5	0,4	0,5	1,0	0,7	1,2	1,1	3,0	3,8	3,2	2,8
+ Nouvelles dettes financières	23,5	24,4	25,2	25,7	16,4	18,1	33,2	32,1	17,3	12,0	18,9	22,4
+ Variation des dettes auprès des tiers	1,0	1,4	0,5	2,0	2,2	-1,5	2,9	7,1	0,3	1,4	1,3	3,7
+ Diminution de trésorerie nette			0,6				1,4				4,5	
= Total des ressources	51,7	58,3	52,5	64,8	43,4	39,6	70,0	75,5	34,5	37,6	37,2	62,4
Acquisitions d'immobilisations	26,1	26,8	29,3	28,5	17,1	18,4	26,0	28,2	18,0	14,0	22,2	21,0
+ Augmentation des animaux reproducteurs	0,7	0,7	0,1	€	€	€	€	0,2	€	€	0,1	-0,1
+ Charges à répartir	€	€	€	€	-0,2	-0,1	€	€	-0,3	€	€	0,1
+ Remboursements des dettes financières	23,3	24,2	24,6	26,4	19,8	22,0	29,2	31,8	17,5	14,0	19,7	22,6
+ Variation des stocks	1,0	3,0	-1,4	4,3	1,3	-1,5	11,4	7,0	-1,0	7,1	-2,8	3,7
+ Variation des créances auprès des tiers	0,6	1,4	€	3,7	4,3	0,7	3,5	4,8	-0,2	1,9	-2,0	9,6
+ Variation des comptes de régularisation	€	€	-0,2	0,2	0,1	-0,2	€	0,1	0,1	-0,1	€	-1,3
+ Augmentation de trésorerie nette	0,1	2,2		1,8	1,0	0,3		3,3	0,4	0,8		6,7
= Total des emplois	51,7	58,3	52,5	64,8	43,4	39,6	70,0	75,5	34,5	37,6	37,2	62,4
Variation du fonds de roulement net	0,7	5,2	-2,6	8,0	4,5	0,8	10,6	8,2	-1,0	8,2	-10,6	15,0
Variation du besoin en fonds de roulement	0,6	3,0	-2,0	6,3	3,6	0,5	12,0	4,9	-1,4	7,4	-6,1	8,4
Variation de trésorerie nette	0,1	2,2	-0,6	1,7	0,9	0,3	-1,4	3,3	0,4	0,8	-4,5	6,7
Investissement total	22,2	21,7	22,0	18,2	15,5	16,8	20,9	25,4	15,1	10,3	19,9	15,8
Excédent de trésorerie d'exploitation	49,9	53,3	52,4	55,4	54,8	52,9	61,8	66,3	29,8	33,3	35,6	49,8
Bilan 2005												
	Ouvert.	Clôture	Ouvert.	Clôture	Ouvert.	Clôture	Ouvert.	Clôture	Ouvert.	Clôture	Ouvert.	Clôture
Actif immobilisé	207,7	212,4	181,3	182,9	123,2	120,5	233,9	239,4	170,9	166,1	161,8	159,3
Terrains	40,6	42,2	45,0	45,5	14,8	15,0	92,9	100,4	47,8	47,5	29,1	29,3
Constructions	46,1	48,1	21,1	22,2	46,5	46,7	42,7	43,2	13,7	13,9	29,5	27,1
Matériel	52,2	52,0	67,1	65,3	26,1	24,6	38,6	37,6	32,7	30,5	33,0	33,8
Plantations (y compris forêt)	8,4	8,1	0,5	0,6	4,0	3,9	39,9	38,4	62,4	60,0	42,8	42,7
Animaux reproducteurs	35,0	35,7	7,3	7,2	0,6	0,6	1,0	1,2	0,2	0,2	0,4	0,3
Autres immobilisations	14,8	15,7	30,5	31,8	9,1	9,0	9,7	11,5	9,3	9,6	14,1	14,1
Actif circulant	116,8	123,2	99,8	109,5	69,7	70,2	341,7	357,1	158,2	168,2	101,8	119,5
Stocks et en-cours	71,9	74,9	46,8	51,1	22,0	20,6	263,4	271,3	128,6	135,6	33,8	37,8
dont animaux circulants	17,4	18,1	5,3	5,4	0,1	0,1	0,5	0,5	0,1	0,2	0,5	0,1
Valeurs réalisables	29,7	30,4	34,6	37,5	24,8	23,8	57,8	61,6	17,8	19,9	47,2	53,0
Valeurs disponibles	15,2	17,9	18,4	20,8	22,8	25,8	20,5	24,2	11,8	12,7	20,9	28,7
Régularisation actif	1,0	1,1	1,0	1,2	1,4	1,1	1,6	1,6	0,8	0,7	1,3	1,1
Total actif	325,6	336,7	282,1	293,5	194,3	191,8	577,2	598,2	329,9	335,0	264,9	280,0
Capitaux propres	203,0	212,7	164,4	174,6	81,3	83,0	391,1	405,1	242,5	247,9	139,7	152,9
Total endettement	122,4	123,9	117,6	118,8	113,0	108,7	186,0	193,1	87,4	87,1	125,1	125,9
Dettes à long ou moyen terme	79,9	79,9	74,9	74,4	66,9	62,3	96,4	96,0	54,1	52,8	67,6	67,8
Emprunts à court terme	4,8	4,9	5,4	5,1	3,6	4,4	9,6	10,4	2,8	2,1	4,5	4,1
Autres dettes financières à - 1 an	7,2	7,0	7,4	7,3	4,6	5,6	16,8	16,2	3,1	3,4	9,2	6,5
Dettes auprès de tiers	30,5	32,0	29,9	31,9	37,8	36,3	63,3	70,4	27,4	28,8	43,8	47,5
Régularisation passif	0,1	0,2	0,1	0,1	€	0,1	€	€	€	€	0,1	1,2
Total passif	325,6	336,7	282,1	293,5	194,3	191,8	577,2	598,2	329,9	335,0	264,9	280,0

€ : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2005 et 2006

Source : RICA 2006 provisoire

Tableau 2 : Situation financière des exploitations en 2005 et 2006

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins		Porcins-volailles		Polyculture-polyélevage	
	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006
Résultat courant avant impôts	29,0	28,7	24,6	28,8	35,3	35,0	17,0	21,2	36,9	43,0	27,0	32,1
+ Dotation aux amortissements	22,9	24,1	17,0	18,2	27,2	29,5	16,2	17,3	32,6	33,3	27,1	28,6
+ Charges et produits exceptionnels	0,2	0,0	0,1	-0,3	0,9	0,3	0,1	0,0	0,3	-0,2	0,1	-0,1
= Capacité d'autofinancement	52,2	52,8	41,7	46,7	63,5	64,8	33,4	38,6	69,9	76,1	54,2	60,6
- Prélèvements privés	28,5	31,9	23,5	24,7	34,7	35,2	20,4	24,1	30,8	41,5	29,9	31,3
= Autofinancement	23,7	20,9	18,2	22,0	28,8	29,6	13,0	14,5	39,1	34,6	24,2	29,3
+ Cessions d'immobilisations	4,3	4,9	2,9	3,0	3,8	3,2	2,7	3,5	2,1	5,3	4,9	6,6
+ Subventions d'équipement reçues	1,6	1,6	1,3	2,0	1,9	1,8	1,4	1,8	1,2	1,6	1,8	1,7
+ Nouvelles dettes financières	19,3	21,1	16,9	19,1	27,1	32,3	14,6	12,2	38,8	36,0	25,4	27,2
+ Variation des dettes auprès des tiers	0,8	1,0	1,7	-0,3	-0,7	3,3	1,1	1,0	-2,4	1,3	0,6	0,1
+ Diminution de trésorerie nette		0,0	0,6								0,2	
= Total des ressources	49,8	49,5	41,5	45,9	60,8	70,3	32,9	33,0	78,8	78,7	57,1	64,8
Acquisitions d'immobilisations	26,2	26,0	22,2	24,2	28,7	38,3	17,1	17,7	28,6	29,6	29,7	31,4
+ Augmentation des animaux reproducteurs	0,9	1,0	2,1	2,9	3,4	3,0	-0,6	0,7	0,6	-0,5	1,4	0,8
+ Charges à répartir	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€	€
+ Remboursements des dettes financières	20,1	20,2	15,9	17,4	25,6	27,3	14,9	14,1	44,9	38,6	25,1	27,0
+ Variation des stocks	-0,1	1,4	1,1	1,6	-0,2	3,6	1,4	0,5	0,6	1,4	0,6	2,6
+ Variation des créances auprès des tiers	1,3	0,8	0,2	-4,6	0,9	-2,8	-0,4	0,1	-0,6	3,0	0,2	-0,1
+ Variation des comptes de régularisation	0,0	0,1	0,1	0,1	0,3	-0,1	-0,2	-0,2	0,2	0,4	0,1	0,1
+ Augmentation de trésorerie nette	1,3		4,3		2,1	1,2	0,8	0,1	4,5	6,2	4,3	3,0
= Total des emplois	49,8	49,5	41,5	45,9	60,8	70,3	32,9	33,0	78,8	78,7	57,1	64,8
Variation du fonds de roulement net	1,7	1,2	-0,9	1,7	3,8	-1,6	0,4	-0,5	7,1	9,7	0,1	5,6
Variation du besoin en fonds de roulement	0,5	1,2	-0,3	-2,6	1,7	-2,7	-0,4	-0,6	2,7	3,4	0,2	2,6
Variation de trésorerie nette	1,3	0,0	-0,6	4,3	2,1	1,2	0,8	0,1	4,4	6,3	-0,2	3,0
Investissement total	22,8	22,1	21,3	24,1	28,4	38,0	13,8	14,9	27,1	23,9	26,2	25,6
Excédent de trésorerie d'exploitation	49,9	49,7	38,0	46,3	57,6	61,8	33,6	39,1	70,5	73,3	53,1	57,7
Bilan 2005	Ouvert.	Clôture	Ouvert.	Clôture	Ouvert.	Clôture	Ouvert.	Clôture	Ouvert.	Clôture	Ouvert.	Clôture
Actif immobilisé	217,9	223,8	227,2	238,3	272,0	289,2	168,1	170,6	242,9	245,4	229,4	235,3
Terrains	26,7	27,7	40,5	42,8	22,2	26,2	31,4	32,0	23,6	24,2	34,1	35,1
Constructions	64,5	67,7	39,8	44,3	76,3	83,7	39,0	41,5	109,1	109,3	56,6	58,3
Matériel	49,9	49,8	47,1	48,1	66,0	65,8	42,8	41,2	47,1	49,4	61,5	63,1
Plantations (y compris forêt)	0,1	0,1	0,1	0,1	€	€	€	€	0,2	0,2	4,0	4,1
Animaux reproducteurs	55,3	56,1	89,3	92,2	83,7	86,7	42,5	43,3	39,0	38,5	42,0	42,8
Autres immobilisations	8,6	9,3	5,1	5,4	11,4	13,0	5,7	6,2	11,0	11,7	16,7	17,9
Actif circulant	75,0	77,9	86,4	87,2	113,2	116,3	57,3	58,1	108,7	116,2	100,6	105,8
Stocks et en-cours	43,1	44,5	51,1	52,7	73,8	77,4	28,6	29,1	74,6	76,1	58,3	61,0
dont animaux circulants	22,2	23,3	34,6	36,0	46,4	48,8	14,7	14,8	57,7	58,2	23,8	24,7
Valeurs réalisables	21,1	21,6	20,4	15,3	27,4	24,6	16,6	16,9	26,1	28,4	28,2	27,6
Valeurs disponibles	10,8	11,7	14,9	19,2	11,9	14,3	12,1	12,2	8,0	11,7	14,1	17,2
Régularisation actif	0,9	1,0	0,4	0,5	2,2	2,2	0,3	0,4	1,3	1,6	1,3	1,3
Total actif	293,9	302,7	314,0	326,0	387,4	407,6	225,6	229,2	352,8	363,1	331,3	342,4
Capitaux propres	188,1	194,4	228,1	239,2	244,5	254,9	153,8	157,7	155,7	171,7	197,1	208,3
Total endettement	105,7	108,2	85,8	86,7	142,8	152,4	71,7	71,0	197,0	191,3	134,0	134,0
Dettes à long ou moyen terme	77,7	77,6	63,6	65,1	105,0	109,3	50,6	49,2	131,6	129,2	92,0	92,2
Emprunts à court terme	2,9	3,8	2,1	2,3	4,1	4,9	3,3	2,9	10,5	9,0	4,7	4,7
Autres dettes financières à - 1 an	3,6	4,2	3,5	3,0	4,9	6,1	2,9	3,0	17,9	14,8	7,5	7,2
Dettes auprès de tiers	21,5	22,5	16,6	16,4	28,8	32,2	14,9	15,9	37,1	38,3	29,8	29,9
Régularisation passif	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,1	0,4	0,1	€	0,2	0,1
Total passif	293,9	302,7	314,0	326,0	387,4	407,6	225,6	229,2	352,8	363,1	331,3	342,4

€ : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2005 et 2006

Source : RICA 2006 provisoire